



MACRON "EMMERDEUR" ? Faire diversion pour ne pas parler des moyens de l'hôpital !

TOUT FAIRE POUR NOUS DIVISER !

Macron a réussi son coup médiatique, calculé et préparé par ses communicants. Tout le monde ne parle que de ça ! La majorité de la population inquiète de l'épidémie se dit que les non vaccinés sont le problème. Les non vaccinés manifestants se sentent légitimes à répondre sur le même ton.

Dans les familles, les voisinages, les réseaux militants et personnels, tout le monde s'engueule.

Et la machine médiatique s'emballe, avec des horreurs comme "faut-il soigner les non vaccinés" ?

On arrive à l'aberration de ne plus avoir de soignants quand on en a sanctionné tout en demandant aux malades de venir travailler !

L'objectif de Macron est atteint !

- Alors que l'immense majorité, vaccinés et non vaccinés, devraient se battre pour la santé publique, refuser les fermetures de lits qui continuent, exiger la création de postes partout pour donner une perspective aux soignants, les aides à tenir.
- Alors qu'on peut convaincre l'immense majorité dans la proximité et la solidarité de l'importance de la vaccination
- Alors qu'on a besoin de fraternité et de solidarité dans la crise que nous vivons

Après bien d'autres, les propos de Macron sur les non vaccinés, au-delà du caractère inadmissible venant d'un président de la république, démontrent une fois de plus le mépris de ce pouvoir pour tout ceux qui s'opposent à leurs choix économiques et politiques dictés par les intérêts des plus riches.

Il est clair que Macron fera tout pour « emmerder » les non vaccinés, comme il fait tout pour « emmerder » les chômeurs, les futurs retraités, les gilets jaunes, etc..

Rien contre les évadés fiscaux, rien contre les nombreux membres de son gouvernement rattrapés par des conflits d'intérêt ou des mensonges sur leur déclaration de patrimoine.

Tout ceux-la reste à ses yeux des citoyens. Pas les non vaccinés dont beaucoup sont seulement des personnes éloignées du système de santé, retraités pauvres notamment.

Ces propos n'ont d'autre but que de faire diversion en créant la division, en faisant diversion dans des calculs électoraux dangereux.

"L'ENVIE" D'UN PRÉSIDENT DEVRAIT ÊTRE DE :

- RENFORCER L'HÔPITAL PUBLIC

- ROUVRIER LES LITS FERMÉS, EN CRÉER, RECRUTER DES MILLIERS DE SOIGNANTS !

- PROTÉGER LA SANTÉ DE TOUS, CONVAINCRE ET NON CONTRAINDRE

- OBTENIR LA LEVÉE DES BREVETS

- AUGMENTER LES SALAIRES POUR MOBILISER TOUS LES TRAVAILLEURS CONTRE LA PANDÉMIE.

.../...

Tout cela pour ne pas avoir à faire le bilan de la situation de l'hôpital, de notre système de santé après plus de deux ans de pandémie.

Et pour cause, c'est toujours la même logique qui est à l'œuvre, l'hôpital, la santé doivent être rentable. Durant cette période les fermetures de lits se sont poursuivies (5700 en 2020). Le manque de personnel tant en médecine de ville, qu'hospitalière s'est accentué.

Et le fait de vouloir faire payer un forfait aux urgences pour ceux qui ne seraient pas hospitalisés ne fait que confirmer cette logique.

Toutes les décisions de ce président et de son gouvernement sont prises avec l'objectif de ne pas investir dans notre système de santé.

On attend toujours la mise en place d'un grand plan national de formation et de recrutement aux métiers de la santé.

Des mesures pour redonner de l'attractivité à ces mêmes métiers.

Des décisions pour stopper la fermeture des lits...



"Enmerder" les non-vaccinés
le gros mot du
président de la
République ne doit
pas faire diversion"

FABIEU ROUSSEL, 5 JANVIER, BFM

DESSINS POUR L'HÔPITAL !



POUR LE DROIT À LA SANTÉ

Une autre politique pour la santé est nécessaire et possible. Dans le cadre de la campagne des présidentielles **Fabien Roussel** fait des propositions

POUR AMÉLIORER NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ.

- La suppression des franchises médicales et des participations forfaitaires.
- L'encadrement des dépassements d'honoraires et la généralisation du tiers payant.
- Lutter contre les déserts médicaux par l'instauration d'un conventionnement sélectif à l'installation.
- Abrogation des lois affaiblissant l'hôpital public (T2A, loi Bachelot etc.).
- Développement et renforcement des hôpitaux de proximité. Un hôpital à moins de 30 minutes des bassins de vie, disposant d'une maternité, d'un service d'urgences et de services de médecine et de chirurgie.
- Ouverture de lits et des structures psychiatriques pour prendre en charge efficacement les patient.e.s.
- Recrutement massif et formation de personnel qualifié.
- Un moratoire sur la fermeture des CMP et CMPP.
- Individualisation des parcours de soins pour une meilleure efficacité thérapeutique.

POUR LA PRODUCTION DE VACCINS ET MÉDICAMENTS

- Publication annuelle des aides publiques perçues par les entreprises pharmaceutiques.
- Mise en place d'un pôle public du médicament.
- Un renforcement des contrôles sanitaires des dispositifs médicaux.
- Création d'un observatoire citoyen des dispositifs médicaux pour garantir la transparence.
- Réquisition des laboratoires privés du médicament.
- Levée des brevets des vaccins pour le Covid-19 et partage des méthodes de production.
- Un financement assuré par une taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques.

QUE PEUT FAIRE LA MÉTROPOLÉ ?

LES ÉLUS COMMUNISTES DEMANDENT UNE MISSION D'ÉVALUATION PUBLIQUE !

Permise par la loi et le règlement de la métropole, elle permettrait d'entendre publiquement tous les acteurs de la santé !

Les élus communistes et apparentés du grand Lyon demandent la création d'une mission d'information et d'évaluation sur l'état du système de santé dans l'agglomération. Elle sera abordée lors du conseil du 24 janvier:

« Nous sommes légitimes et nous en avons même la responsabilité de nous interroger sur les raisons qui ont conduit à cette crise et pourquoi nous avons été collectivement mis en difficulté sur une mission publique de base, la protection des populations contre une pandémie. C'est pourquoi, comme le permet l'article 96 de notre règlement intérieur, nous renouvelons notre demande de création d'une mission d'information et d'évaluation de l'état du système de santé dans l'agglomération qui entendra l'ARS, les HCL, les organisations professionnelles et syndicales. Dans le respect des compétences de chacun, nous devons jouer notre rôle d'alerte auprès des responsables nationaux et locaux de la santé publique, d'information auprès des citoyens pour comprendre, débattre et agir, et évaluer au mieux nos propres politiques publiques dans leur impact sur la santé. »